

109 jours de grève à l'ENS : soutenez les précaires et étudiant-e-s mobilisé-e-s, rejoignez-nous !

Depuis six mois, des précaires et des élèves/étudiant-e-s de l'École normale supérieure sont en lutte pour la titularisation des personnels en CDD depuis des années, sous-payés et surexploités. Depuis le 10 janvier, les précaires du restaurant et du ménage font grève et le restaurant est fermé. **La lutte est autofinancée (par la vente de sandwiches tous les midis et des banquets de soutien hebdomadaires) et auto-organisée : l'ensemble des décisions sont prises en Assemblées générales quotidiennes**, qui réunissent syndiqués (CGT, Sud-Étudiant, UNSA) et non syndiqués. Les syndicats locaux, les fédérations syndicales de l'enseignement supérieur et celles de la Fonction publique ont apporté leur soutien.

Le 19 avril, au 100^e jour de grève, la directrice Monique Canto-Sperber a appelé la police pour évacuer brutalement les bureaux de la direction occupés par les grévistes et élèves/étudiant-e-s durant 4 semaines. 13 camarades ont été retenu-e-s au commissariat pendant trois heures. De plus, la directrice a déposé plusieurs plaintes pour tenter de nous intimider. Bref, au lieu de satisfaire les revendications légitimes des précaires, elle choisit la répression !

Pourtant, des fuites récentes de mails prouvent que la directrice n'a cessé de mentir et de mépriser les travailleur-se-s et élèves/étudiant-e-s mobilisés et qu'elle a refusé un protocole d'accord négocié entre l'UGFF-CGT et le secrétariat d'État à la Fonction publique, qui offrait 14 créations de postes comme moyen de sortir du conflit. Elle a nié l'existence de ce protocole car elle refuse de titulariser des précaires de catégorie C pour réserver les postes de fonctionnaires aux seul-e-s professeur-e-s et ingénieur-e-s ! **Ce refus méprisant, appuyé par la ministre Valérie Pécresse et des conseillers de Sarkozy, est dû aussi à la crainte de voir la grève s'étendre à tou-te-s les précaires de l'ENS, mais aussi aux autres facs, voire au-delà.** C'est bien la question posée par la grève déterminée de l'ENS de la rue d'Ulm et des personnels et étudiant-e-s de l'ENS de Lyon viennent d'entrer à leur tour en lutte contre la précarité !

La lutte paie : la directrice a déjà cédé une prime de 1000 euros pour les contractuels et des CDI (Contrats à durée indéterminée) pour les précaires présent-e-s à l'ENS depuis plus de 3 ans. Cependant, la grève continue car elle refuse d'accorder un CDI immédiat pour 3 grévistes qui ont moins d'ancienneté, elle n'a toujours pas sanctionné le chef odieux du restaurant dont les grévistes exigent le départ, elle refuse de céder aux personnes en CDI la prime de 1000 euros gagnée pour les personnels en CDD et elle maintient ses plaintes contre les personnes mobilisé-e-s.

**Nous, AG des personnels et étudiant-e-s en lutte de l'ENS,
appelons les personnels de l'enseignement supérieur
et les étudiant-e-s**

- à nous soutenir en versant à la caisse de grève, en passant en semaine à l'heure du déjeuner au 45 rue d'Ulm, Paris 5^e, RER Luxembourg ;**
- à participer au meeting de solidarité mercredi 4 mai à 19h à l'ENS, qui sera suivi d'un banquet de soutien ;**
- à nous rejoindre activement dans la lutte**

La précarité explose dans toute la Fonction publique (près de 900 000 précaires) et notamment dans l'enseignement supérieur, en même temps que le gouvernement supprime des dizaines de milliers de postes de fonctionnaires depuis des années. **Il faut construire un mouvement national contre la précarité, pour la titularisation des précaires.** La seule solution est d'entrer en lutte, de se réunir en Assemblée générale dans les lieux de travail, de s'auto-organiser avec le soutien des syndicats. Les directions nationales des syndicats peuvent et doivent s'engager résolument sur cette voie.

Contact : mobilisation_ens@yahoo.fr